

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



*RÉGION DE GENDARMERIE HAUTS-DE-FRANCE  
DIVISION DE L'APPUI OPÉRATIONNEL  
BUREAU DE L'IMMOBILIER ET DU LOGEMENT*

### CONSULTATION N° 2025-05-RGHF

- MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE
- CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP.)

### OBJET DU MARCHÉ :

**MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**  
---  
**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA  
RESTRUCTURATION ET L'EXTENSION DU CERCLE MIXTE D'AMIENS (80)**

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 15 pages numérotées de 1 à 15.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet du marché – Lieu d'exécution.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Allotissement du marché.....	4
1.4 - Organisme responsable du marché.....	4
<b>ARTICLE 2 - CARCTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
2.1 – Procédure de passation.....	4
2.2 - Variantes.....	4
2.3 – Pièces contractuelles.....	4
<b>ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - DESCRIPTION DE L'OPÉRATION.....</b>	<b>5</b>
4.1 - Présentation de l'opération.....	5
4.2 - Mission du prestataire.....	5
4.3 - Difficultés – problèmes.....	5
4.4 - Défaillance.....	6
<b>ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION - GARANTIE.....</b>	<b>6</b>
5.1 - Vérification.....	6
5.2 - Décision après vérification.....	6
5.3 - Prise en charge - garantie.....	6
<b>ARTICLE 6 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>6</b>
6.1 - Unité monétaire.....	6
6.2 - Forme des prix.....	6
6.3 - Contenu des prix.....	6
6.4 - Contrôle des prix.....	7
6.5 - Variation des prix.....	7
6.6 - Clause de sauvegarde.....	7
<b>ARTICLE 7 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>7</b>
7.1 - Calcul des pénalités.....	7
7.2 - Prolongation des délais de livraison.....	7
7.3 - Exclusion des pénalités.....	7
<b>ARTICLE 8 - AVANCE - ACOMPTE.....</b>	<b>8</b>
8.1 - Avance.....	8
8.2 - Acompte.....	8
<b>ARTICLE 9 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT.....</b>	<b>9</b>
9.1 - Certification « service fait ».....	9
9.2 – Transmission électronique.....	9
9.3 - Paiement.....	9
9.4 - Comptable assignataire.....	10
9.5 - Intérêts moratoires.....	10
<b>ARTICLE 10 - CESSIION - NANTISSEMENT.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14 - EXÉCUTION DU SERVICE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 15 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....</b>	<b>11</b>

16.1 - Changement de situation du titulaire.....	11
16.2 – Utilisation des résultats.....	12
16.3 - Protection de la main d'œuvre et mesures sociales.....	12
16.2.1 – Protection de la main d'oeuvre.....	12
16.2.2 – Clause sociale d'insertion.....	12
16.2.3 – Achats responsables.....	12
16.2.4 – Mesures environnementales.....	12
16.2.5 – Clause de confidentialité.....	13
16.2.5 – Protection des données à caractère personnel.....	13
16.3 - Travail illégal.....	13
16.4 - Assurance.....	13
<b>ARTICLE 17 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 18 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AU CCAG/PI.....</b>	<b>15</b>



## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

### 1.1 - Objet du marché – Lieux d'exécution

La présente consultation concerne le marché de maîtrise d'œuvre relatif à la restructuration et l'extension du bâtiment du cercle-mixte d'Amiens (80) ainsi que la mise aux normes "établissement recevant du public" (ERP).

Lieu d'exécution du marché :

Caserne GARIN  
107 rue d'Elbeuf  
80 000 AMIENS

### 1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est pour l'objet principal pour l'objet principal : **71240000-2 - Service d'architecture, d'ingénierie et de planification.**

### 1.3 - Allotissement du marché

Le marché n'est pas alloti.

### 1.4 - Organisme responsable du marché

La Région de gendarmerie des Hauts-de-France, Division de l'Appui Opérationnel – Bureau budget et administration (BBA) agit en qualité de RPA pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation,
- dépouillement des offres,
- notification des résultats,
- notification des reconductions,
- notification des révisions de prix,
- établissement des avenants,
- décompte des pénalités,
- résiliation du marché.

## ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

### 2.1 – Procédure de passation

La présente consultation concerne un marché de prestations intellectuelles passé selon la procédure adaptée avec possibilité de négociation en application des articles L.2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

Ce marché se réfère au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

### 2.2 – Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

### 2.3 – Pièces contractuelles

Par ordre de priorité décroissante, le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes :

#### 2.1 - Pièces particulières

- ♦ l'acte d'engagement du marché issu de la consultation et ses annexes (cadre de décomposition du

prix global et forfaitaire du marché issu de la consultation, plan intérieur, étude de faisabilité, DTP, procès-verbal commission régionale sécurité incendie) ;

- ◆ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi ;
- ◆ le cahier des clauses techniques particulières spécifiques de la consultation (CCTP) ;
- ◆ l'offre technique du titulaire ;
- ◆ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- ◆ l'ensemble des plans et documents techniques de la consultation.

## **2.2 - Pièces générales**

- ◆ le Code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 ;
- ◆ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI.) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ◆ et toute réglementation actuellement en vigueur en lien avec l'objet du marché.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seul foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent marché.

## **ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ**

La durée du marché est d'environ 18 mois période de préparation incluse, hors délai de garantie de parfait achèvement.

Les travaux débiteront à la date indiquée sur l'ordre de service de démarrage émis par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Cet ordre de service comportera notamment la référence du marché, le numéro d'engagement juridique Chorus et le montant du marché.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage, et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

## **ARTICLE 4 - DESCRIPTION DE L'OPÉRATION**

### **4.1 - Présentation de l'opération**

Le cercle-mixte est implanté dans la caserne de gendarmerie Garin à Amiens.

Le service de restauration devra être assuré durant la phase de travaux, avec des adaptations et en mode dégradé.

Le montant des travaux est estimé à : 1 429 000 € HT, y compris équipements de cuisine.

### **4.2 - Mission du prestataire**

La mission confiée au prestataire a pour objet la prestation de maîtrise d'œuvre portant sur la restructuration et l'extension du bâtiment du cercle-mixte d'Amiens (80).

La spécificité et l'étendue de la mission sont détaillées dans le CCTP de la consultation.

### **4.3 - Difficultés – problèmes**

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution du présent marché sont communiquées dès leur

survenance au représentant du pouvoir adjudicateur par écrit (lettre, courriel, télécopie, etc.).

#### **4.4 - Défaillance**

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent marché, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au marché, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

### **ARTICLE 5 - OPÉRATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION - GARANTIE**

#### **5.1 - Vérification**

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI, s'appliquent.

#### **5.2 - Décision après vérification**

Les dispositions de l'article 29 du CCAG-PI, s'appliquent.

#### **5.3 - Prise en charge - garantie**

Les dispositions de l'article 30 du CCAG-PI, s'appliquent.

### **ARTICLE 6 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

#### **6.1 - Unité monétaire**

L'euro est la monnaie de compte du marché.

#### **6.2 - Forme des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par le prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement. Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission, et inclut toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes liées à la prestation.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres soit **septembre 2025**. Ce mois est appelé le mois "**Zéro**".

#### **6.3 - Contenu des prix**

Le présent marché est constitué d'éléments de mission dont les montants sont indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 1 à l'acte d'engagement).

L'arrêt d'exécution des prestations pourra être décidé conformément aux dispositions de l'article 22 du C.C.A.G./P.I. après l'exécution de chaque élément de mission, ceux-ci étant assimilés à des parties techniques au sens de l'article susvisé.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des prestations détaillées au CCTP ;
- tous les matériels et accessoires relatifs aux prestations à effectuer ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais relatifs aux moyens matériels et produits nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, droits de douane et procédure.
- les frais de transports éventuels, frais et taxes diverses afférents aux prestations faisant l'objet de ce marché.



- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

À l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le commandant de caserne ou son représentant toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

## ARTICLE 8 - AVANCE - ACOMPTE

### 8.1 - Avance

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si la durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 %. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

### 8.2 - Acompte

#### 8.2.1 - Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le titulaire, indique les prestations effectuées depuis le début du marché par référence aux éléments de missions définis à l'article 1.2 du CCTP, ainsi que leur prix, évalué en prix de base et hors TVA. Cette demande d'acompte est envoyée au représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé.

#### 8.2.2 - Acomptes et solde

Les acomptes dus sont exigibles mensuellement, en fonction de l'avancement des prestations.

Les projets de décompte présentés par le titulaire établissent le montant, en prix de base et hors TVA, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'opération, abstraction faite des pénalités pour retard.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie les projets de décompte, les valide, les rectifie si nécessaire et y applique les pénalités éventuelles pour retard. Les projets de décompte ainsi complétés ou rectifiés deviennent des décomptes.

**NOTA :** Le fait que le représentant du pouvoir adjudicateur choisisse de ne pas appliquer les pénalités de retard sur les situations suivant la constatation de ce retard ne signifie pas qu'il ait renoncé définitivement à les infliger au titulaire. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve en effet la possibilité de les appliquer ultérieurement.

Le montant des acomptes à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant de l'acompte en prix de base, établi par différence entre le montant du décompte et celui du décompte précédent
- l'effet de la révision de prix appliquée sur l'acompte
- l'incidence de la TVA

#### **6.4 - Contrôle des prix**

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments.

#### **6.5 - Variation des prix**

Les prix du marché sont révisables. Les prix du marché sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois m0 (septembre 2025).

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision C de révision donné par la formule :  $C = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io}$

dans laquelle Io et Im sont les valeurs prises par l'index ING diffusé par l'INSEE respectivement au mois m0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché. La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le maître d'oeuvre.

#### **6.6 - Clause de sauvegarde**

Sans objet.

### **ARTICLE 7 - PÉNALITÉS**

#### **7.1 - Calcul des pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, et compte tenu de l'objet du marché, ainsi que de l'obligation de résultats, outre le non-paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour défaillance ou retard, sont calculées comme suit :

- retard dans la livraison des documents (études, notes de présentation, graphiques, descriptif des principes techniques retenus, déclarations préalables et autorisations administratives, etc.) : 200 € par jour calendaire ;
- violation des obligations de sécurité ou de confidentialité : 0,5 % du montant du marché à la date de constatation du fait générateur.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constat du retard par l'administration.

L'ensemble des pénalités citées supra peuvent se cumuler entre elles, mais ne peuvent excéder 20 % du montant total hors taxes du marché. Les pénalités ne sont pas actualisables.

#### **7.2 - Prolongation des délais de livraison**

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, et pour pouvoir bénéficier éventuellement d'une prolongation du délai d'exécution, il doit se conformer aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Il lui appartient de signaler au RPA, avant l'expiration des délais contractuels, les causes qui n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché.

#### **7.3 - Exclusion des pénalités**

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non-respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de ce marché ;



- le montant de l'acompte à verser, récapitulation des trois montants ci avant, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire

Pour le versement du solde, le titulaire adresse son projet de décompte final après acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur du dernier élément de mission.

## **ARTICLE 9 - MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT**

### **9.1 - Certification « service fait »**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de factures périodiques, à l'issue de chaque phase.

Le procès-verbal d'admission établi par le représentant du pouvoir adjudicateur vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

### **9.2 – Transmission électronique**

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-3 du Code de la commande publique relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le titulaire adresse ses factures (accompagnées d'un RIB/RIP) de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO accessible par internet en se connectant à :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures.

Pour toute question et/ou pré-requis réglementaire concernant la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet.

Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif, totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

La facture sera obligatoirement accompagnée du procès-verbal de réception de la situation ou de la totalité de la prestation.

### **9.3 - Paiement**

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une prestation est totalement achevée. Toute prestation assortie d'une réception définitive donne lieu à paiement.

Le paiement est effectué sur demande émise par le titulaire via CHORUS PRO après attestation du service fait par le service prescripteur concerné. Celui-ci est réalisé par virement sur le compte du titulaire et/ou des sous-traitants le cas échéant.

Le délai maximum de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

#### Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures détaillées :

- numéro d'engagement juridique (EJ) ;
- numéro et référence du marché ;
- code service exécutant (SE) : MI5PLTF059
- nom ou raison sociale et adresse complète ;
- numéro SIRET ;
- références bancaires (ou à défaut joindre un RIB ou un RIP) ;
- numéro et date de la facture ;
- montants (HT, TVA, TTC) des prestations, conformément aux stipulations du marché ;

- le détail des prestations concernées.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le R.P.A. fait payer dans le délai de **trente (30) jours**, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

#### **9.4 - Comptable assignataire**

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le directeur régional des finances publiques  
de la région Hauts-de-France et du département du Nord  
– 82 avenue du Président Kennedy – BP 70689  
– 59033 Lille Cedex

#### **9-5 - Intérêts moratoires**

Le dépassement du délai de paiement prévu au présent article, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)).

### **ARTICLE 10 - CESSION - NANTISSEMENT**

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique relatifs à la cession ou le nantissement des créances.

Le montant HT du marché sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité se rapportant à chaque marché.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

### **ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT**

Le marché ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

### **ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché peut faire appel à une sous-traitance ou un groupement d'entreprises pour l'exécution d'une partie de son marché. La réalisation d'une sous-traitance est soumise à l'acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les conditions de l'exercice de la co-traitance et de la sous-traitance sont prévues par l'article 12 du CCAG-PI.

Les modalités d'acceptation et d'agrément des sous-traitants sont prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la commande publique.



Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n° 1975-1334 du 30 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire doit alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire ne peut en aucun cas être remplacée par une délégation de paiement.

### **ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI. sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts, peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 7 du présent cahier.

### **ARTICLE 14 - EXÉCUTION DU SERVICE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA par courriel ([bba.dao.rghf@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bba.dao.rghf@gendarmerie.interieur.gouv.fr)) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 27 du CCAG-PI qui prévoit l'exécution du marché par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **ARTICLE 15 - CORRESPONDANTS DU TITULAIRE**

Le R.P.A. est seul habilité à effectuer toutes les opérations administratives relatives à l'exécution du présent marché.

L'interlocuteur privilégié du titulaire du marché pour tous les aspects techniques relatifs aux prestations est :

L'adjudante-chef Audrey FRUGIER – [audrey.frugier@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:audrey.frugier@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

### **ARTICLE 16 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

#### **16.1 - Changement de situation du titulaire**

La modification de la forme juridique d'une Société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un acte modificatif s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution du marché nécessitent la passation d'un acte modificatif.



## **16.2 – Utilisation des résultats**

Il sera fait application de l'article 35-1 du CCAG-PI.

## **16.3 – Protection de la main d'œuvre et mesures sociales**

### **16.3.1 – Protection de la main d'oeuvre**

Conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG Travaux, le titulaire du marché issu de la consultation n° 2025-005-RGHF, s'engage à respecter les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité des intervenants lors de l'exécution des prestations.

### **16.3.2 – Clause sociale d'insertion**

L'acheteur incite le titulaire à engager des démarches d'insertion par l'activité économique et/ou de formation sous statut scolaire.

### **16.3.3 – Achats responsables**

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche responsabilité sociétale des entreprises (RSE) entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relations fournisseurs achats responsables (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et auxent DCE et/ou toute norme ou label équivalent

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – accompagnera le titulaire dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>.

### **16.3.4 – Mesures environnementales**

La dimension environnementale est prise en compte dans le présent marché.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande publique, le présent marché introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable par le biais de la production de livrables dématérialisés. Quand cela est possible, le titulaire utilise du matériel affichant un écolabel. Par exemple : ordinateurs utilisés lors de la prestation disposant d'un éco-label de type I (TCO certified, EPEAT ou équivalent).

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Optimisation des déplacements :

Les titulaires proposent une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le territoire.

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).

#### 16.3.5 – Clause de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG PI, le personnel du titulaire, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### 16.3.6 – Protection des données à caractère personnel

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG PI sont applicables au présent marché.

### **16.4 - Travail illégal**

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du Code du travail pour un titulaire établi en France ou D.8222-7 pour un titulaire établi à l'étranger, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

### **16.5 - Assurance**

Le titulaire ainsi que les sous-traitants éventuels justifient dans le mois suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'ils sont titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers, de l'administration, des matériels et bâtiments en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.



Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à la Gendarmerie.

## **ARTICLE 17 - ACCÈS AU LIEU D'EXÉCUTION**

L'accès aux sites de la gendarmerie est réglementé. En conséquence, la société retenue s'engage à informer son personnel des règles d'accès :

- respect des horaires d'accès au(x) lieu(x) d'intervention ;
- port du badge apparent obligatoire au sein du site (badge délivré à l'entrée par le poste de police sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité) ;
- respect du Code de la route dans l'enceinte militaire (vitesse réduite à 20 km/heure, stationnement sur les zones prévues, etc.) ;
- interdiction de laisser des colis sans surveillance.

S'agissant d'un domaine militaire, le personnel et le matériel du titulaire ou de ses sous-traitants éventuels peuvent faire l'objet d'un contrôle sur place.

En outre, et plusieurs semaines avant le démarrage du chantier, le titulaire devra fournir au R.P.A. la liste exhaustive des personnels destinés à intervenir sur le chantier, noms, prénoms, date, lieu de naissance (copie de la carte d'identité) et dernière adresse de domicile.

Le titulaire est informé que le R.P.A. pourra refuser l'accès à certains personnels, s'il le juge nécessaire et sans fournir d'explications supplémentaires.

Les véhicules peuvent être soumis à un contrôle de sécurité (contenu). Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne l'expulsion du (ou des) site(s) sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 18 - DIFFÉRENDS ET LITIGES**

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG-PI.

En cas de litige, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier

CS 81114

80011 Amiens Cedex 1

ou via le site <https://citoyens.telerecours.fr>



## ARTICLE 19 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Numéro d'article dérogeant au CCAG-PI.	Numéro d'article du CCAG-PI.
7.1 - Pénalités	14 - Pénalités

À Villeneuve d'Ascq, le 13 août 2025

Le général de division Ronan de Lorgeril  
commandant par suppléance la région de gendarmerie Hauts-de-France  
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord



